

Intervention de Jean-Marc CLERY - FSU

La FSU ne contestera pas la volonté de la Région de se donner un plan de redémarrage qui allie urgence et ambition de long terme, ceci d'autant plus qu'au plan national cette vision à long terme à la hauteur des enjeux écologiques et sociaux est ce qui fait désespérément défaut. Pire, oublieux des engagements pris durant la crise, le Président de la République repasse aujourd'hui les plats, avec au menu les plus mauvaises recettes du « monde d'avant » : offensive contre le système des retraites et allongement de la durée du travail alors qu'aujourd'hui 6 millions de travailleurs sont sur la touche, soutien aux entreprises « accro » au carbone et aux dividendes à deux chiffres, etc. Quand au plan de relance européen annoncé, on en est encore aux atermoiements, la seule certitude étant que pour les « locomotives » de l'UE les règles de l'ordo-libéralisme prévaudront toujours, comme prévaut la volonté d'aller toujours plus loin sur la voie des traités de libre-échange.

La FSU reconnaît donc volontiers la bonne volonté du plan régional pour le court et le moyen terme. L'exercice est d'autant plus délicat qu'en matière budgétaire, la Région n'ayant pas pour l'essentiel les clefs en matière de recettes pour faire face, elle se retrouve contrainte à des arbitrages difficiles dans ses dépenses. Et elle le fait avec une incontestable habileté, parvenant à préserver l'essentiel des priorités définies dans le Budget 2020.

On soulignera tout de même qu'en matière de mesures de soutien, la formation qui est le premier poste budgétaire de la Région se retrouve ici loin derrière les dépenses consacrées à l'activité économique (100M€ leur étant directement consacrés sur 180M€ dans le Budget supplémentaire). Au moins « *les acteurs économiques du collège 1* » renonceront-ils cette fois aux traditionnelles mises en garde contre tout risque de « dérapage » de la dépense publique !...

On soulignera également qu'avec une baisse des crédits de près de 40M€ au total depuis le printemps, l'immobilier des lycées est le premier Programme à faire les frais des mesures d'urgence. Le risque que la mauvaise situation économique s'installe dans la durée n'étant pas négligeable et avec à la clef de nouvelles dégradations possibles pour les ressources budgétaires, on peut avoir quelque inquiétude quant à la capacité de la Région à maintenir à niveau l'ambition d'un cadre bâti répondant aux besoins de formation des jeunes en Bretagne.

On soulignera surtout - comme l'a d'ailleurs fait l'Avis du CESER - qu'en matière de conditionnalité du soutien à l'activité économique, le volontarisme marqué pour d'autres priorités se volatilise étrangement dès lors qu'il s'agit du maintien ou du développement de l'emploi durable. Comment comprendre cette absence alors que se succèdent les annonces de suppressions d'emplois menaçant de déstabiliser des territoires entiers - comme c'est le cas aujourd'hui pour Lannion ?

Pour le plus long terme il faut en tout cas reconnaître à la Région sa persévérance. Mais précisément à l'heure actuelle il ne peut plus s'agir seulement de persévérer - surtout lorsque la persévérance consiste à *tout tenir* sans jamais choisir entre des modes de production ou des conceptions de l'aménagement du territoire qui apparaissent de plus en plus incompatibles.

Il y a des nœuds qu'il faut trancher car ils ne se dénoueront pas d'eux-mêmes – c'est vrai pour les secteurs agricole et agroalimentaire pour lesquels la FSU avec la Confédération paysanne et Solidaires appellent la Région à assumer les ruptures nécessaires – c'est vrai également en matière de transports alors que la Région ne rompt toujours pas avec le modèle du « tout routier » pour le fret, pas plus qu'elle ne dessine une vision claire s'agissant du devenir du transport aérien et du rôle des aéroports dans nos territoires.

Si l'on doit saluer comme il convient l'engagement de la Région dans le projet de la « *COOP des masques* » à Grâces (22), on a vu néanmoins comment il suffisait qu'un *homme aux écus* déboule « providentiellement » dans le jeu pour qu'il ramasse la mise et qu'un projet coopératif porté par tout

un territoire se retrouve aussitôt mis en balance ! Preuve qu'il y a encore besoin de renforcer notre *immunité collective* vis-à-vis des logiques capitalistiques du profit immédiat !

Les difficultés que nos concitoyen.nes ont subies et celles qui s'annoncent pour eux dans la période qui s'ouvre demandent également à la Région de peser plus fortement pour imprimer des changements profonds au-delà de l'urgence du moment : il le faut en matière de santé et d'égalité dans l'accès aux soins, il le faut aussi en matière de logement et de rénovation thermique pour les plus modestes ; et il le faut aussi bien sûr en matière de formation initiale avec une planification plus ambitieuse pour les formations des Lycées publics et surtout pour les formations des Lycées professionnels dans le cadre de la *Carte des formations* afin de redonner des perspectives aux jeunes des familles populaires.

Sur plusieurs sujets, la réponse se trouve dans le renforcement de la présence et des moyens d'agir des Services publics et des agents de la Fonction publique. Or - et ce n'est pas un scoop, la FSU l'ayant maintes fois souligné - il faut vraiment beaucoup chercher pour trouver mention du rôle des Services publics dans les priorités affichées par la Région. Les rares fois où il en est question c'est pour évoquer de nouveaux « services » dont on a bien du mal à saisir les contours (« *Plateforme de services publics numériques* ») ou dont le caractère public laisse perplexe (« *Service public de la donnée* »).

Certes sur nombre de ces sujets, la Région n'est pas seule en position de décideur ; mais nous savons bien que lorsqu'elle le veut elle a suffisamment de poids pour se mettre de fait au centre du jeu.

La Région pour sa part compte sur une « nouvelle étape de décentralisation » qu'elle appelle de ses vœux pour renforcer sa capacité d'intervention, et elle fait preuve de beaucoup d'énergie pour anticiper sur les possibilités d'expérimentations contenues dans la future « *Loi 3D* » - un projet qui refait surface environ une fois par mois mais dont les contours et le contenu sont toujours aussi imprécis !

Sur le sujet de la décentralisation la FSU s'est toujours montrée réservée ; et elle le restera vis-à-vis de tout « *nouvel acte de décentralisation* » qui ne se traduirait pas par des gains réels pour nos concitoyen.nes – y compris en termes de contrôle démocratique - et surtout tant que le principe d'égalité de traitement et d'accès sur tout le territoire ne sera pas garanti à tou.tes. La FSU est en tous cas plus que réticente à toute conception de la « *différenciation* » conçue dans le cadre d'une compétition entre les territoires alors que, tout au contraire, ce dont nous avons besoin ce sont des coopérations renforcées – et plus encore aujourd'hui, notamment en matière industrielle, si l'on veut rebâtir une stratégie nationale apte à réinstaller des *chaînes de valeurs* complètes dans notre pays.

Pour ce qu'on peut en juger des orientations imprimées au sommet de l'État, la territorialisation autoritaire de l'action publique adossée à une logique de déconcentration néo-libérale a encore de beaux et surtout de *longs* jours devant elle. Aussi les projets de « *grandes régions* » maîtresses de leurs destin risquent-ils de rester ce qu'ils sont, à savoir des fictions consolatrices qui reflourissent à chaque échéance électorale.

Pour autant les perspectives de transformation et les moyens d'y parvenir ne manquent pas pour notre Région. Les besoins de nos concitoyen.nes mais aussi les fragilités qui se sont exprimées durant ces derniers mois comme lors des crises précédentes doivent servir d'indicateurs.

En plus des sujets évoqués plus haut, nous appelons donc la Région à avancer hardiment sur des questions telles que la gratuité pour l'accès à certains services essentiels, qu'il s'agisse des transports ou des repas pour les scolaires, mais aussi sur des expérimentations territoriales de « *sécurité sociale professionnelle* » ou encore de « *sécurité sociale alimentaire* ».

Enfin, en matière de formation professionnelle initiale, sujet qui nous tient tout particulièrement à cœur à la FSU, la Région pourrait engager la discussion avec l'État pour une programmation pluri-annuelle définie dans le cadre d'une *Convention* où la Région fixerait les objectifs de développement des formations - comme elle le fait déjà et avec un certain succès avec la *Convention pour le développement des langues de Bretagne*.

Si les logiques de « *différenciation territoriale* » portées actuellement par le pouvoir suscitent pour nous de très sérieuses réserves, le périmètre régional peut cependant incontestablement s'avérer un bon espace d'expérimentation du progrès en matière sociale et écologique.